



HAL
open science

COPALIM - Construire un projet alimentaire citoyen sur un territoire urbain : initiatives pour une alimentation durable et accessible à Montreuil

Hajar El Karmouni, Marion Maignan, Melaine Cervera

► To cite this version:

Hajar El Karmouni, Marion Maignan, Melaine Cervera. COPALIM - Construire un projet alimentaire citoyen sur un territoire urbain : initiatives pour une alimentation durable et accessible à Montreuil. Institut de recherche en gestion - Université Paris Val-de-Marne; Université Picardie Jules Verne-Laboratoire Criise; ADEME. 2022. hal-04498284

HAL Id: hal-04498284

<https://hal.science/hal-04498284>

Submitted on 13 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CO³, CO-CONstruction des Connaissances

RAPPORT FINAL

PROJET EMERGENT



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



Fiche d'information projet

Titre du projet	Construire un projet alimentaire citoyen sur un territoire urbain : initiatives pour une alimentation durable et accessible à Montreuil
Acronyme	COPALIM
Responsables du projet	<p>Nom, institution, adresse de contact (mail, postale, téléphone) : <u>Hajar El Karmouni</u>, MCF sciences de gestion Université Paris-Est-Créteil 71 rue Saint Simon 94000, Créteil</p> <p>Coordination scientifique et technique du projet :</p> <p>-De Janvier 2020 à Août 2021 : Marion Maignan, MCF sciences de gestion, Université Picardie Jules Verne, de janvier 2020 à septembre 2021* -De Septembre 2021 à Décembre 2022 : Hajar El Karmouni, MCF Sciences de gestion, Université Paris-Est Créteil</p> <p>- Avec Melaine Cervera, MCF sociologie, Université de Lorraine, de septembre 2021 à décembre 2022, tiers-veilleur en tant que président de l'association de promotion des expérimentations sociales de juin 2020 à juin 2021.</p> <p>*le départ de Marion Maignan suite à un changement de poste a donné lieu à un transfert de responsabilités à Hajar El Karmouni et à un avenant à la convention de recherche. Les trois chercheur.euses ont été associés au projet dès son démarrage.</p>

Résumé

COPALIM a donné lieu à la constitution d'un consortium d'acteurs autour d'un projet commun visant à promouvoir un territoire d'alimentation accessible et durable. Il a réuni municipalité, associations des systèmes alimentaires alternatifs, acteurs de l'accompagnement social, initiatives solidaires et chercheur.e.s. Ce consortium ouvert a permis l'affinage des questionnements dans la co-construction des connaissances en étayant le passage de la thématique de l'accès à l'alimentation durable à la thématique de la précarité et de l'alimentation satisfaisante. Lors de la réponse à l'appel à projet CO3, la question de recherche était formulée de la manière suivante :

« Quelles sont les enjeux et initiatives existants pour concilier accessibilité et durabilité en matière d'alimentation, sur le territoire Montreuillois ? »

Cette question amenait à envisager la recherche sous deux angles :

- Un enjeu *autour de l'alimentation « durable »* en explorant la diffusion d'une alimentation plus respectueuse de l'environnement et des personnes
- Une problématique de *justice sociale* et de *démocratie alimentaire* avec un accès très différencié à l'alimentation.

Un premier résultat a été le déplacement des termes de la problématique : ainsi, de la question de l'accessibilité et de la durabilité, la question de recherche est passée à des enjeux en termes d'alimentation satisfaisante d'une part et de précarité d'autre part.

Un second résultat de ce processus de co-construction a été de définir collectivement les cibles de l'enquête que l'équipe de recherche allait rencontrer, parallèlement aux investigations de la municipalité dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie territoriale alimentaire et des états généraux de l'alimentation (la Mairie a mis en œuvre simultanément une campagne de collecte de données par questionnaires auprès des usagers des centres sociaux et antennes de quartier, à l'aide de stagiaires des Instituts Régionaux d'Administration). Ce sont aussi sur ce volet les outils de collecte (guide d'entretien et guide de focus groupe et d'ateliers) qui ont été ainsi conçus par le consortium.

Parallèlement, et accompagné du consortium, le groupe de chercheur.e.s a collecté, par observations directes et entretiens, un ensemble composite de données qualitatives auprès des différents acteurs identifiés par le consortium avec une mise en discussion graduelle des analyses. En outre il a permis d'observer la mise en œuvre de la stratégie alimentaire de la ville, ainsi que les états généraux de l'alimentation.

Ces investigations établies dans un processus de co-construction et de co-production, ont permis l'approfondissement des connaissances sur l'offre disponible en matière d'alimentation satisfaisante et les différents freins d'accès des populations en situation de fragilité sociale.

En termes de produits de la recherche, la démarche a conduit à la réalisation d'un théâtre forum avec les acteurs de l'aide alimentaire (bénéficiaires compris) et à la conception, toujours en cours, d'un podcast dont la diffusion est en cours de définition. De manière plus classique, le projet et ses résultats ont été ou vont être valorisés dans différents espaces académiques.

Durée	18 mois (29/09/20) + 8 mois (28/05/21)	Montant global	24 000 €	Aide obtenue	15 000 €
29/09/20	31/12/22	Nom des bailleurs et ses référents suivi, montant du soutien pour chaque bailleur			
Résumé des types de dépenses du projet: le projet a principalement occasionné des dépenses en termes de transcriptions d'entretiens, de mise en œuvre d'un théâtre forum, d'appui à la conception de pistes audio et l'accompagnement par un "tiers veilleurs".					

Liste des partenaires

Nom de la structure (préciser si coordinateur)	Raison sociale	Soutien accordé (€)
<i>Université Picardie Jules Verne-Laboratoire Criisea</i>	<i>Établissement d'enseignement supérieur et de recherche</i>	<i>4 062,00 € en temps de travail de Mme Marion Maignan</i>
<i>Université Paris-Est Créteil-IRG</i>	<i>Établissement d'enseignement supérieur et de recherche</i>	<i>3 690,00 € en temps de travail de Mme Hajar El Karmouni</i>
<i>Mairie de Montreuil</i>	<i>Collectivité territoriale</i>	<i>2000 € en temps de travail de la responsable développement durable de la mairie.</i>
<i>Réseau Amap Ile de France</i>	<i>Association</i>	
<i>Régie de quartier Bel Air</i>	<i>Association</i>	
<i>Sens de l'humus</i>	<i>Association</i>	
<i>Benedicte Bonzi</i>	<i>Chercheure indépendante</i>	
<i>Adel Ourabah (AOConsulting)</i>	<i>Profession libérale</i>	
<i>Salut les Co-Pains</i>	<i>Association</i>	

PARTIE I : SUIVI DES PROJETS

1. La réalisation du projet – vue d’ensemble

1.1. Les activités réalisées et l’état d’avancement

Les centres urbains qui accueillent plus de la moitié de la population mondiale font face à des défis économiques, sociaux et environnementaux en lien avec le fonctionnement du système alimentaire mondial (Brand et al., 2017). Le rapport entre ville et alimentation est caractérisé par un éloignement géographique, une distanciation économique (à travers la multiplication des intermédiaires), une distanciation cognitive (c’est-à-dire une faible connaissance des conditions production et du monde agricole) ainsi qu’une distanciation politique (caractérisée par la perte de contrôle des citoyen.nes sur leur système alimentaires) (Vankeerberghen et Hermesse, 2020). En outre, de nombreux citoyen.es vivent une précarité alimentaire avec la difficulté d’accès physique, économique et/ou cognitif à une alimentation saine (Paturel, Marajo-Petizon et Chiffolleau, 2015).

La ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis), avec sa densité urbaine importante, un niveau de pauvreté élevé (110 000 habitants environ, 17% de chômage et 25% de pauvreté en 2019) et l’absence de terres disponibles pour la production alimentaire, voit une part de sa population confrontée à des difficultés d’accès à une alimentation saine et satisfaisante.

Le projet émergent de co-construction des connaissances COPALIM a émergé en 2019 autour d’un questionnement sur l’accès à une alimentation saine et durable sur le territoire montreuillois. Le développement du projet a été facilité par l’intérêt porté par la Mairie de Montreuil, qui s’est saisie de manière affirmée des questions relatives à l’alimentation, avec la volonté de « *développement sur le territoire d’une alimentation plus saine, plus juste socialement et économiquement et plus responsable pour l’environnement* ». Cette stratégie a été introduite par un Manifeste pour une démocratie alimentaire à Montreuil. Ce manifeste a été un objet clef de la campagne électorale pour les élections municipales de 2020 et a donné lieu à des États Généraux de l’Alimentation.

Le questionnement de recherche a porté au départ sur l’accès à une alimentation durable, en particulier pour les ménages à petit budget.. Il a été impulsé par les chercheur.euses à l’initiative du projet à travers leurs liens associatifs au territoire, un partenariat avec la Mairie de Montreuil, et une dizaine d’entretiens exploratoires avec des acteurs de l’ESS œuvrant dans le champ.

De ce point de départ, les chercheur.euses ont impulsé un consortium d’acteurs, se réunissant à fréquence régulière (six demi-journées sur la durée du projet) dans les locaux de la Mairie et réunissant les acteurs associatifs et plus généralement de l’économie sociale et solidaire portant des initiatives pour une alimentation durable et accessible (fédération IDF des AMAP, jardin partagé solidaire, association portant un four à pain ambulant, par exemple). Prenant acte de la question en tension de l’accessibilité, le consortium a très rapidement intégré les acteurs du social à ces travaux à travers, notamment, la participation d’une régie de quartier (association de quartier et centres sociaux, antenne relais de la Mairie) et, plus tard, d’une

anthropologue indépendante spécialisée sur l'aide alimentaire. Les participant.e.s et les organisations parties-prenantes du consortium sont listé.e.s dans le tableau ci-après.

Suite à une dizaine d'entretiens exploratoires menés par les chercheur.euses auprès des acteur.ices concernés, le collectif du consortium a travaillé à un processus de co-construction de la question de recherche à partir d'une thématique de départ alliant enjeu de durabilité et d'accessibilité de l'alimentation. Les premières réunions du consortium ont visé à mieux saisir les enjeux autour de l'accès à l'alimentation durable sur le territoire, notamment à travers des échanges sur la définition de « l'alimentation durable » et des perceptions associées. Une attention particulière a été portée à la place ambivalente de l'action municipale dans le processus de co-construction. En tant que co-financeur du projet et partie-prenante dans la construction d'une stratégie alimentaire territoriale, des rapports de force déséquilibrés étaient en effet susceptible d'émerger vis-à-vis des autres acteurs du territoire dans la construction de l'objet de recherche.

Un premier résultat de ce processus de co-construction a été le déplacement des termes de la problématique : ainsi, de la question de l'accessibilité et de la durabilité, la question de recherche est passée à des enjeux en termes d'alimentation satisfaisante d'une part et de précarité d'autre part.

Un second résultat de ce processus de co-construction a été de définir collectivement les cibles de l'enquête que l'équipe de recherche allait rencontrer, parallèlement aux investigations de la municipalité dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie territoriale alimentaire et des états généraux de l'alimentation (la Mairie a mis en œuvre simultanément une campagne de collecte de données par questionnaires auprès des usagers des centres sociaux et antennes de quartier, à l'aide de stagiaires des Instituts Régionaux d'Administration). Ce sont aussi sur ce volet les outils de collecte (guide d'entretien et guide de focus groupe et d'ateliers) qui ont été ainsi conçus par le consortium.

Ce pilotage a donné lieu à la réalisation d'une série d'entretiens et d'observations, à la réalisation d'ateliers collectifs avec des habitant.es et a réuni à la fin du projet plusieurs des acteur.rices de l'aide alimentaire lors d'un théâtre forum (bénéficiaires de l'aide alimentaire, bénévoles lors des distributions, assistantes sociales, salarié.es de structures d'épicerie solidaire, directeur de la stratégie alimentaire de la Mairie de Montreuil, chercheuses).

Le tableau ci-après synthétise les différents acteurs rencontrés durant le projet et le format qu'on pris ces rencontres.

Type d'acteurs	Formats
Habitants	4 ateliers collectifs (25 habitants rencontrés) + 4 entretiens individuels
Membres d'organisations en faveur d'une alimentation "durable"	10 entretiens Observations Sens de l'Humus
Membres d'organisations d'aide alimentaire	4 entretiens
Centre sociaux, antennes de vie de quartier,	5 entretiens

Régie de quartier	
Diététiciennes	Observation de deux ateliers de cuisine organisés par la Régie de Quartier + 1 entretien
Initiative citoyenne/association de quartier	1 entretien Observations de collectes et de distributions post-confinement (Brigades Populaires et Centre Social La Noue)
Groupes de travail autour de la stratégie alimentaire de la ville de Montreuil	Observation participante de 4 réunions « lutte pour la sécurité alimentaire » et 1 réunion "Favoriser l'accès à tout.tes à une alimentation de qualité". Observation et participations aux tables rondes des États généraux de l'alimentation
Consortium autour de l'accès à une alimentation satisfaisante	6 comités de pilotage réunissant au fur et à mesure les personnes rencontrées suite à des manifestations/entretiens/observations
Différents acteur.rices des dispositifs d'aide alimentaire (bénéficiaires, employé.es dans des centres sociaux, employé.es dans une épicerie solidaire, directeur de la stratégie alimentaire de la ville de Montreuil, bénévoles chez les Restos du Cœur)	Théâtre forum tenu sur deux journées
Mairie de Montreuil	Rencontres régulières avec la cheffe de de projet développement durable de la ville 3 rencontres avec l'adjointe au maire déléguée à la Transition, à la démocratie alimentaire et en charge de la Cantine publique 4 rencontres avec le Directeur Stratégie Alimentaire de Territoire

Les principaux éléments issus de ces données ont donné lieu aux principaux résultats du projet présentés dans la sous-partie suivante.

1.2. Principaux résultats du projet

1. Un déplacement de la problématique

Lors de la réponse à l'appel à projet CO3, la question de recherche était formulée de la manière suivante :

« Quelles sont les enjeux et initiatives existants pour concilier accessibilité et durabilité en matière d'alimentation, sur le territoire Montreuillois ? »

Cette question amenait à envisager la recherche sous deux angles :

- Un enjeu *autour de l'alimentation « durable »* en explorant la diffusion d'une alimentation plus respectueuse de l'environnement et des personnes
- Une problématique de *justice sociale* et de *démocratie alimentaire* avec un accès très différencié à l'alimentation.

Les rencontres avec les acteur.rices du territoire de Montreuil ainsi que le travail du consortium sur les représentations autour de l'accès à l'alimentation durable ont conduit à déplacer la

problématisation sur la question de l'alimentation satisfaisante et de la précarité alimentaire des habitant.e.s. Poser ce questionnement a conduit à interroger les cloisonnements institutionnels entre action sociale d'un côté et offre alternative d'alimentation de l'autre. Ce déplacement a mis en lumière, d'un côté, les difficultés des acteurs de l'ESS des systèmes alimentaires alternatifs (jardins partagés, AMAP, par exemple) à rendre accessible leurs services à des publics connaissant des situations précaires et ayant des revenus modestes. D'un autre côté, le travail du consortium a conduit à interroger les leviers d'amélioration de l'offre alimentaire sous l'angle du rapport qualité/prix/disponibilité à un niveau systémique (rapports de force du système alimentaire), tout en ne perdant pas de vue les modèles économiques des structures et leurs coûts de production.

Ces travaux et ce déplacement a conduit à la formulation des deux questions de recherche suivantes :

Comment mieux comprendre les problématiques de précarité alimentaire dans la perspective d'ouvrir les initiatives durables à d'autres publics ? Comment susciter l'action publique pour améliorer l'accès pour tou.te.s à l'alimentation de qualité ?

Le fil rouge poursuivi fut de délinéariser les parcours d'accès à l'alimentation en sortant d'un cadre diachronique d'analyse. En effet, à partir du moment où l'enjeu de l'accès se pose, ce n'est que dans un deuxième temps que l'enjeu de la durabilité de l'alimentation et des dimensions satisfaisantes qui y sont liées viennent s'y ajouter, une fois seulement la question de l'accès résolue. Le processus de co-construction entre acteurs travailla donc collectivement l'idée de promouvoir une analyse synchronique et systémique, en travaillant en même temps les leviers de l'amélioration de l'offre et les leviers d'accessibilité. Pour ces derniers, il s'agissait d'interroger les habitudes et pratiques alimentaires des habitants concernés par ces situations de difficultés d'accès.

2. Habitudes et pratiques alimentaires des habitant.e.s en situations de fragilité

2.1. Besoins exprimés et pratiques d'approvisionnement

La recherche a mis en évidence des définitions multiples de l'alimentation "de qualité" par les habitant.e.s. Ainsi, les travaux ont conduit à aborder prioritairement la question de la satisfaction liée à l'alimentation, en abordant la notion d'alimentation "satisfaisante" en parallèle de celle d'alimentation "durable".

Pour mieux comprendre les situations de précarité alimentaire et le lien à l'alimentation satisfaisante, en particulier pour les personnes n'ayant que des "petits budgets" (bénéficiaires ou non de l'aide alimentaire), il fut nécessaire de collecter des données concernant les pratiques et besoins exprimés par les premiers concernés, tout en s'appuyant sur l'expérience des acteurs associatifs et institutionnels en relation avec ce type de publics. Ont donc été organisés avec la Régie de quartier Bel Air en mai et juin 2021 quatre ateliers collectifs avec les habitant.es du quartier (sous la forme de focus group, 25 habitant.e.s rencontré.e.s en tout). Des entretiens individuels avec ces habitant.e.s et d'autres (notamment rencontré.es lors de l'observation Sens de l'Humus) ont par la suite été menés, ainsi qu'avec les acteurs des organisations d'aide alimentaire, des centres sociaux, des

antennes de vie de quartier ou régie de quartier. En parallèle, des observations directes de distributions post-confinement (Brigades Populaires et Centre Social La Noue) ont été réalisées.

Lors de ces ateliers, entretiens ou observations, plusieurs profils d'habitant.e.s se sont dégagés :

- Personnes dépendantes de l'aide alimentaire, hors accompagnement, profil ressortant des entretiens avec des acteurs de l'aide alimentaire classique.
- Personnes dans une démarche d'accompagnement social et d'accès aux droits (réfugiés, personnes en CHU, foyer, hôtel social).
- Personnes avec « petit budget », illustrant une diversité de situations : certains ménages sont en situation de grande vulnérabilité avec un basculement pour certains dans le bénéfice de l'aide alimentaire pendant le confinement. D'autres ménages sont en situation de moindre vulnérabilité mais connaissent des difficultés sociales.
- Quelques personnes avec un revenu plus élevé ont été rencontrées mais cette catégorie n'a pas été prise en compte dans cette analyse.

Dans un premier temps, l'analyse des données a permis de comprendre où les personnes s'approvisionnaient, quels étaient les besoins exprimés et quelles significations ces dernières donnaient à l'alimentation satisfaisante. En fonction du profil, le besoin exprimé, le lieu d'approvisionnement, ainsi que les significations associées à l'alimentation satisfaisante, diffèrent.

Profil (budget alloué l'alimentation)	Besoins exprimés (non exhaustif)	Pratiques d'approvisionnement spécifiques
Personnes très précaires et dépendantes de l'aide alimentaire	-Manger à sa faim -Commensalité -Lien social, accompagnement social -Recherche, quand c'est possible, de certains produits (ex : fruits et légumes, plats préparés plutôt que sandwiches...)	→ Choix du lieu et du dispositif de distribution en fonction de la réponse aux besoins (pas seulement alimentaires) → Refuser/jeter ce qui ne convient pas (seule modalité de choix)
Personnes pour qui l'alimentation est une variable d'ajustement financière	-Manger à sa faim -Se procurer les produits de base en grande quantité (pour gérer son budget, être assuré d'avoir assez, éviter de multiplier les trajets) -Produits frais à bas prix (fruits, légumes viande)	Très majoritairement Hard Discount Aller parfois loin pour payer moins cher : La Chapelle, H Market (Pontault-Combault), Marché Frais Villemomble, marché Croix de Chavaux
Ménages modestes accordant une part plus importante du budget à l'alimentation* (diversité de situations).	-Evocation plus systématique de l'équilibre alimentaire -Un arbitrage effectué sur la qualité sur certains produits (viande, fruits et légumes) -Expression d'une insatisfaction sur l'offre existante	Accepter d'aller loin si meilleur rapport qualité/prix : ex : cueillette de fruits/légumes Accepter de payer plus cher sur certains produits : ex moins de viande mais de meilleure qualité

	-Préoccupations écologiques, en particulier pour des personnes proches de réseaux militants pour l'écologie	
--	---	--

2.2. Des relations différenciées à l'alimentation satisfaisante

Dans le langage courant, l'alimentation satisfaisante est plutôt associée à la question de la qualité. Dans ce cadre, la qualité d'un produit est souvent déterminée par la marque ou le label auquel il appartient. Une analyse plus approfondie de cette notion relativement subjective qu'est la qualité de l'alimentation montre qu'elle revêt des formes complexes. Ainsi, du point de vue des diététiciennes rencontrées, une alimentation de qualité est associée à un certain équilibre alimentaire – présence d'un groupe d'aliments, recherche d'une quantité raisonnable. Selon le guide "L'autodiagnostic" accessible du Réseau CIVAM, « *la qualité revêt au moins cinq dimensions : elle peut être organoleptique, sanitaire, nutritionnelle, fonctionnelle, mais aussi symbolique. Elle renvoie également aux fonctions sociales de l'alimentation (socialisation, partage, convivialité...). Enfin, elle permet d'apporter une attention particulière à toute la chaîne de production, transformation, distribution : les conditions du travail qui y est réalisé, les impacts environnementaux...* ».¹

Or, les données donnent à voir des définitions multiples de la qualité. Elle peut par exemple renvoyer au prix ou à une expérience vécue par le passé (ex : avoir des produits de son jardin), ou encore placer la qualité vis-à-vis d'une comparaison à une autre situation, engageant des appréciations en termes de goût, de dimensions bio ou écologique, de la durée de conservation du produit, etc.

Cependant, les personnes ayant de très petits budgets ne mentionnent pas la qualité dans leurs pratiques. Ces derniers connaissent les différences de qualité mais la variable centrale dans le choix d'un produit reste le prix. Comme cette notion de « qualité » ne ressort pas toujours spontanément dans les échanges, en particulier pour les très petits budgets c'est donc les termes d'alimentation satisfaisante qui ont été privilégiés. L'appui sur les travaux de Héron (2016) est ici une ressource précieuse pour l'analyse. Pour ces travaux, la satisfaction alimentaire résulte de croisements entre les normes inculquées par un individu, les valeurs qu'il porte, ses pratiques et ses représentations autour de l'alimentation et ses limites financières et/ou matérielles.

Ce passage entre qualité et satisfaction ayant été précisé, le tableau ci-après synthétise et caractérise les différentes dimensions de l'alimentation satisfaisante du point de vue des ateliers réalisés avec les habitant.e.s mais aussi en s'appuyant sur l'expérience des acteurs associatifs et institutionnels en relation avec les publics en situation de fragilités.

¹ Réseau CIVAM, L'autodiagnostic Accessible, Réseau CIVAM, Paris, 2020, p.14.

Dimensions de l'alimentation satisfaisante	Éléments caractéristiques
Offre et disponibilité des produits	<ul style="list-style-type: none"> -Accéder à des quantités suffisantes pour manger à sa faim -Avoir une offre diversifiée, à des prix accessibles, internationale (incluant des produits de base pour répondre à la diversité des habitudes culinaires) -Avoir la possibilité de consommer des fruits et légumes
Une alimentation saine	<ul style="list-style-type: none"> -Respecter l'équilibre alimentaire : principalement fruits/légumes -Préserver sa santé/répondre à des problèmes de santé (diabète, intolérances...) -Manger moins gras/sucré -Cuisiner à la maison
Caractéristiques intrinsèques des produits	<ul style="list-style-type: none"> -Durée de conservation des produits : avoir des produits qui se conservent longtemps (notamment les fruits et légumes) -Goût des produits : distinction entre produits bruts/produits cuisinés (matière première vs. Préparation). Importance de l'expérience vécue par le passé (ex : avoir son jardin) -Préoccupations écologiques : connaissance de l'existence de circuits locaux/bio, mais attractivité variable
Dimensions socio-culturelles	<ul style="list-style-type: none"> -Habitudes culturelles : préparer les plats du pays d'origine -Commensalité : retrouver autour d'un repas : -"tenir" en mangeant ensemble, soigner les blessures sociales. -Echanger et partager des pratiques (de l'approvisionnement à la préparation)
Enjeux liés à l'intime	<ul style="list-style-type: none"> -Emotions : gérer et les situations de vie difficile (alimentation comme réconfort) -Bien manger : retrouver les saveurs du pays d'origine (hédonisme/nostalgie/réconfort)

	<p>-Maladie : quelle alimentation pour prendre soin de soi, en situation de précarité économique</p> <p>-Personnes âgées : importance de l'alimentation (goût, partage) pour préserver l'autonomie et lutter contre l'isolement (pas seulement portage de repas tout prêts)</p>
--	---

3. Les difficultés rencontrées pour accéder à une alimentation « satisfaisante »

Une part importante de la population est confrontée à des problématiques de précarité alimentaire (De Schutter, 2012) et dispose d'un revenu trop faible pour se nourrir correctement (Lambert, 2009). La situation a été accentuée par la récente crise sanitaire. La question alimentaire s'est, en effet, posée de manière urgente pour une part croissante de la population et a donné lieu à des réponses multiples, portées par des réseaux associatifs préexistants, les pouvoirs publics, ou donnant lieu à de nouvelles solidarités. Les réponses apportées aux populations précaires s'appuient principalement sur des dispositifs d'aide alimentaire souvent vécus comme des sources de stigmatisation et de discrimination par les bénéficiaires (produits bas de gamme, files d'attente dans la rue, aliments imposés) (Rapport ATD Quart Monde, 2016). Ces systèmes, la plupart du temps, ne permettent pas l'émancipation et la reprise en main de leur alimentation par les personnes fragilisées et se situent de fait loin d'un idéal démocratique affiché.

À Montreuil où le taux de pauvreté est, pour rappel, de 25% en 2019, l'enjeu du prix est un élément important et prédominant. Cet enjeu a été amplifié par la crise sanitaire, qui a intensifié des situations sociales déjà fragiles et vulnérables.

Observer le système alimentaire à Montreuil a conduit à constater des inégalités territoriales en termes d'accès et d'offres alimentaire : inégalités socio-économiques fortes sur de petites zones géographiques et déserts alimentaires dans certains quartiers de la ville. En effet, ne pas trouver de "bons produits" à proximité n'a pas la même signification pour un.e habitant.e d'un territoire où les initiatives ne cessent de croître pour promouvoir une nourriture de qualité et un.e habitant.e.s d'un territoire en déshérence alimentaire (désert alimentaire). Ces inégalités territoriales sont une des difficultés saillantes mis en avant tant par les données de recherche que par le collectif du consortium de la recherche. Ceci conduit à reposer un paradoxe des politiques publiques d'accès à l'alimentation : si les initiatives solidaires des systèmes alimentaires alternatifs se multiplient (AMAP, jardins partagés inclusifs), les files d'attentes de l'aide alimentaire ne désemploient pas pour autant.

D'autres difficultés importantes ont été mises en avant lors des ateliers avec les habitant.e.s. Tout d'abord, a été constaté des divisions du travail genrées dans les tâches domestiques de certains ménages, concernant le temps de préparation des repas, reconfirmant des inégalités de genre largement documentées. Pour les habitant.e.s d'hôtel social, de foyers de travailleurs migrants ou d'habitats précaires, ce sont des difficultés très concrètes, comme celle d'accès à une cuisine, qui conduisent à freiner l'accès à une alimentation satisfaisante. Aussi, certaines habitantes ont pu exprimer une autre difficulté : celle du sentiment de culpabilité à propos de la surconsommation de produits réconfortants (gras/salés/sucés) associés à des situations de stress. La gestion des demandes des adolescent.e.s dans les familles a été particulièrement souligné comme problématique vis-à-vis de ce type de produit.

Enfin, la première réponse à ces défis d'accès à une alimentation satisfaisante reste celle du secteur de l'aide alimentaire (resto du cœur ou épicerie solidaire Aurore) qui connaît logiquement des limites par rapport à la satisfaction des bénéficiaires en matière d'accès à certains types de produits (légumes, produits frais, etc.). En effet, l'offre du secteur alimentaire n'est pas systématiquement adaptée aux besoins des personnes qui en bénéficient.

4. Les réponses existantes à ces enjeux

Un ensemble de solutions portées par les citoyen.nes apportent des solutions à la précarité alimentaire en essayant pour certaines d'intégrer une volonté de donner accès à une alimentation « satisfaisante », avec un succès variable. Si certaines initiatives préexistaient à la crise sanitaire, d'autres se sont constituées en réponse à cet événement inédit.

Plusieurs réponses collectives ont été identifiées suite à l'analyse des données et aux travaux du collectif du consortium.

4.1. Des réponses citoyennes autogérées

Ces initiatives se sont structurées de manière informelle. Elles comprennent aussi bien des collectifs ayant organisé des collectes et des distributions pendant la crise sanitaire, que des dispositifs de gestion collective de repas au sein des foyers de travailleurs migrants ou des groupements d'achats informels (riz, viande). Ont aussi été repéré les actions du collectif pour une justice alimentaire en termes de service informel de paniers solidaires.

4.2. Des réponses associatives

Ces réponses concernent des collectifs dont le niveau d'institutionnalisation est variable. Elles concernent d'une part des associations militantes de l'alimentation durable portant des opérations d'accès à une offre "durable", avec différentes propositions concrètes : marché à prix libre, récupération d'inventus d'enseignes bio, implantation d'AMAP dans les quartiers politiques de la ville, mise à disposition de paniers solidaires. Ces réponses ont connu un succès variable dans leur mise en œuvre.

Elles concernent d'autre part les dispositifs d'aide alimentaire plus classiques œuvrant à développer une offre de fruits et légumes, ainsi que des conseils en matière de préparation et d'ateliers cuisine. On peut observer en la matière une accentuation de l'adaptabilité du secteur classique de l'aide alimentaire durant la période d'investigation, axée sur les modalités du choix de la personne et de la prise en compte de ses préférences alimentaires, voire la création de partenariat avec les acteurs de l'alimentation "durable".

Enfin, les réponses associatives structurées concernent logiquement les acteurs de l'accompagnement social. De ce côté, les centres sociaux ou les régies de quartiers ont organisé des collectes et des distributions individualisées, ont intensifié les ateliers de nutrition (avec des nutritionnistes rencontrés lors de l'enquête) et des ateliers cuisine et de sensibilisation.

4.3. Des réponses au niveau des pouvoirs publics locaux

Les réponses des pouvoirs publics locaux ont consisté à intensifier l'action des centres sociaux et antennes de vie de quartier partenaire, en organisant des ateliers cuisines et de gestion de son budget, et en amorçant des opérations de sensibilisation sur la question alimentaire.



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



L'enjeu pour la Mairie et pour l'ensemble des réponses associatives et citoyennes fut et demeure de faire cohabiter la stratégie territoriale municipale et les aspirations des habitants. Dans cette optique, si au printemps 2022 la stratégie alimentaire a connu un ralentissement dans sa mise en œuvre, il s'agit bien pour l'action publique municipale de maintenir une facilitation des mises en lien et une valorisation des coopérations sur les territoires relevant de son périmètre institutionnel. D'autres actions, mises en œuvre en parallèle du présent projet, ont concerné l'accès à une alimentation "durable" via les champs de compétence de la Mairie : ceux des cantines scolaires et de la restauration collective.

Références bibliographiques :

- Allen, P. (2008). Mining for justice in the food system: Perceptions, practices, and possibilities. *Agriculture and human values*, 25(2), 157-161.
- Brand, C., Bricas, N., Conaré, D., Daviron, B., Debru, J., Michel, L., & Soulard, C. T. (2017). Construire des politiques alimentaires urbaines. Editions Quae.
- Chiffolleau Y., (2019). Les circuits courts alimentaires, Toulouse, Erès, col. "sociologie économique"
- Deverre, C., & Lamine, C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (317), 57-73.
- Héron, R. (2016). Les mangeurs urbains burkinabè, entre satisfaction et sécurisation alimentaires. Thèse de doctorat en Sociologie. Nogent-sur-Marne: Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01578922>
- Hochedez, C., & Le Gall, J. (2016). Justice alimentaire et agriculture: introduction. *Justice spatiale-Spatial justice*, (9).
- Vankeerberghen, A., & Hermesse, J. (2020). Transitions pour une alimentation juste et durable à Bruxelles. Contributions de recherches en co-création.
- Paturel, D., & Ramel, M. (2017). Éthique du care et démocratie alimentaire: les enjeux du droit à une alimentation durable. *Revue française d'éthique appliquée*, (2), 49-60.
- Paturel, D., Marajo-Petitzon, É. & Chiffolleau, Y. (2015). La précarité alimentaire des agriculteurs. *Pour*, 225, 77-81. <https://doi.org/10.3917/pour.225.0077>

1.3. Etat synthétique des dépenses sur le projet

ENVELOPPES / ADEME	DEPENSE
Tiers veilleur	2 500,00 €
Retranscriptions	2 000,00 €
Organisation d'un théâtre forum	4 500,00 €
Réalisation d'un podcast	6 000,00 €
Total	15 000,00 €

1.4. Personnes recrutées ou accueillies dans le projet



- Une stagiaire a été recrutée par le projet : Kadia Touré, élève ingénieure en 2e année à l'EPISEN- université Paris Est Créteil a été recrutée entre juin et septembre 2020. Elle a proposé une solution pour cartographier les offres alimentaires sur le territoire en les croisant à des caractéristiques de la population des quartiers d'implantation.
- Le tiers veilleur recruté, Melaine Cervera, président de l'association des expérimentations sociales (APEX), a assisté et participé aux réunions du consortium et aux travaux de ce collectif. Une de ses missions consistait à lever l'ambivalence du lien entre l'action municipale et l'autonomie du projet COPALIM.
- Une chercheuse indépendante en anthropologie, Bénédicte Bonzi, (docteure de l'EHESS), spécialisée sur l'aide alimentaire, a rejoint le projet en participant aux différents temps d'échange et en accompagnant la réalisation d'un théâtre forum.

2. Partenariat et gouvernance

2.1. Les partenaires du projet et leur rôle

Les différents partenaires du projet sont les personnes qui participaient au collectif du consortium et représentaient les organisations suivantes :

- Mairie de Montreuil (facilitateur pour entrer en contact avec des acteur.rices sur le territoire, porte une stratégie alimentaire).
- Fédération AMAP IDF (favorisant l'intégration de l'offre "durable" accessible")
- Association Sens de l'Humus (jardin partagé inclusif, lieu d'observation privilégié)
- Régie de quartier (facilitation de la mise en lien avec les habitant.es du quartier Grand pêcheur et co-organisation des ateliers avec les habitant.es)
- Association portant un four à pain ambulant (favorisant l'offre alternative sur le territoire)
- Consultant du territoire (expertise sur les questions alimentaires en lien avec la connaissance du territoire)
- Anthropologue indépendante spécialisée sur l'aide alimentaire et la précarité alimentaire.

2.2. Gouvernance du projet

La "gouvernance" du projet a essentiellement résidé dans les échanges directs (mails, téléphones, rencontres préalables formelles et informelles, interconnaissances liées à l'implication sur le territoire) entre les différents acteurs en positionnant les chercheuses comme passeuses d'informations et la recherche comme espace de coordination et de coopération.

Plus formellement, l'ensemble des acteurs-trices se sont retrouvé.e.s au sein du collectif travaillant dans le consortium de pilotage (conseil de coordination), restant ouvert au gré de l'évolution du projet et des potentiels amenés par les nouvelles parties-prenantes.

Six séances de travail d'une demi-journée du consortium ont été l'occasion de partager les connaissances, de prendre les décisions concernant les cibles et l'orientation de l'enquête et, surtout, de déplacer la question de recherche vers les enjeux réels du territoire en matière d'alimentation. La taille du consortium a pu ainsi varier en fonction de l'évolution du projet



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



collectif. En effet, au fur et à mesure de la réalisation des observations/entretiens, les personnes rencontrées ont été invitées à devenir partenaires de la recherche et membres du consortium afin d'épaissir la démarche de co-construction.

3. Principaux résultats obtenus et gestion des données – résultats détaillés

3.1. Réalisation des actions prévues

Intitulé des tâches à préremplir	Description de ce qui a été fait et des potentiels problèmes rencontrés	Description de ce qu'il reste à faire
Projet et partenariat	Structuration du projet et mise en place de partenariats : dès l'amorçage de l'action recherche, a été mis en place un comité de pilotage partenarial (consortium) qui a permis de discuter au fur et à mesure les objectifs et la méthodologie du projet. Constitution d'un consortium	Réalisé
Connaissance des acteurs et collecte de données	Exploration approfondie du territoire et de ses acteurs : rencontres des différents acteurs de l'ESS et du secteur social, ainsi que des acteurs municipaux.	Réalisé
Séances participatives	Exploration et expérimentation d'outils de co-construction : une revue de littérature sur la co-construction et le partage de connaissances a été réalisée et plusieurs acteurs de la recherche participative ont été rencontrés, à travers, notamment, à la participation au programme des séminaires CO3	Réalisé
Valorisation restitutive et poursuite de la co-construction	Diffusion et valorisation des connaissances produites : la présentation des résultats intermédiaires avant valorisation académique a été faite en juillet 2021. Sous format restitution/débat, les acteurs, principalement municipaux ont participé à cette séance de travail du consortium. La période n'a pas permis la participation de tous les membres du consortium (mi-juillet)	Réalisé
Opération d'éducation populaire	Montage et réalisation d'un théâtre forum en partenariat avec la Mairie, les restos du cœur et l'association Aurore, à partir du travail de thèse de B. Bonzi	Réalisé

Diffusion	Le format podcast a été retenu pour une diffusion la plus large possible des résultats de la recherche.	Travail en cours avec un documentariste sur le montage (livraison en décembre 2022) Diffusion envisagée : - the conversation - la vie des idées
Valorisation académique	Séminaires de recherche et journées d'étude Colloque EUCOR, "organiser la démocratie alimentaire" (voir la liste supra)	En cours de réalisation ou de conception : - chapitres d'ouvrage collectif académique - article dans une revue scientifique spécialisée

3.2. Suivi des livrables

<i>Intitulé des livrables et description à préremplir</i>	Tâche(s) d'inscription du livrable	Etat d'avancement (en projet, en cours, réalisé, problème)	Publics visés
Livrable 1	Réponse à l'ANR « Science avec et pour la société Recherches participatives 1 » (SAPS-RA-RP1) - Édition 2022. Prolongement du travail de co-construction engagé avec COPALIM et poursuite des travaux du collectif du consortium avec un élargissement de l'équipe de recherche.	Proposition soumise avant le 17 octobre 2022	Acteurs de l'ESS, acteurs économiques territoriaux et politiques publiques locales, acteurs de la recherche
Livrable 2	Réalisation d'un théâtre- forum	Réalisé les 16 et 17 mars 2022	Bénévoles des restos du cœurs et de l'association Aurore, salariés et bénéficiaires de l'aide alimentaire
Livrable 3	Réalisation d'un podcast : valorisation de la recherche auprès des différent.es participant.es	En cours de réalisation, une première version est attendue courant décembre 2022	Les partenaires du projet et le grand public

3.3. Plan de gestion des données

Il n'existe pas à proprement parler de "plan de gestion de données". Le corpus de données qualitatives est essentiellement composé d'enregistrements audios dont la confidentialité et l'anonymisation sont partagée au sein de l'équipe de recherche et, pour une part, avec le documentariste en charge de la réalisation du podcast. Ces données ont été présentées au consortium lors de ses réunions mais n'ont pas été transmises à ses membres institutionnels individuels et associatifs. Pour le reste, le corpus de données est composé des notes d'observations, des premières analyses à chaud réalisées par les chercheuses ainsi que l'ébauche de premières analyses, et de compte rendu de rencontres du consortium (validés collectivement) et de rencontres avec les acteurs et actrices du territoire concerné.e.s. L'ensemble de ces documents sont stockés et enregistrés sur les plates-formes protégées Hum-num et Dropbox.

Les outils de collecte de données sont essentiellement artisanaux et ont consisté à la prise de note ou à l'enregistrement des échanges, à la retranscription des entretiens menés dans le cadre des investigations d'enquête. Les différents guides de collecte ont été partagés aux membres institutionnels, individuels ou associatifs du consortium par messagerie. En l'état actuel du processus de co-construction, les données ne sont pas immédiatement transférables (l'envoi d'un mail depuis la plateforme humanum permettrait l'accès aux données).

4. Auto-évaluation

4.1. Rappel du programme d'auto-évaluation proposé dans l'appel à projet

- Capacité d'enrôlement du projet au terme d'une année : volonté des acteurs à s'inscrire sur un projet à plus long terme
- Diversité des acteurs impliqués dans la démarche
- Analyse de l'évolution de la problématique par rapport aux questionnements de départ : dans l'idéal, nous souhaiterions donner à voir l'évolution dans le temps de la problématique et les apports de chacun des acteurs (par exemple, à travers l'analyse des comptes rendus méthodologiques)

4.2. Autoévaluation du projet

- Prolongement et continuité des partenariats et des coopérations avec certain.es des acteur.rices rencontré.es et en associant certain.e.s dans le nouveau projet de recherche participative soumis à financement (ANR sciences participatives).
- La problématisation de la question de recherche a connu une évolution importante, comme indiqué au début de ce rapport, ce qui est déjà l'un des indicateurs le plus saillant des changements existants. Ces changements constituent un bon indicateur d'autoévaluation (on peut présumer de changements, difficilement mesurable, dans les manières d'aborder le problème).
- On peut souligner certaines limites au programme de co-construction COPALIM :
 - D'une part, d'autres niveaux d'action publique tels Est Ensemble (intercommunalité), le département ou encore des représentants des politiques



- publiques nationales ont été absents des réflexions et auraient pu être invités à intervenir lors de réunion du consortium ;
- D'autre part, différentes temporalités s'entrechoquent dans le processus de co-construction : le temps de collecte et d'analyse des données par les chercheur.euses, le temps de l'action publique municipales et celui de l'action associative. Ces trois temporalités, si elles s'accordent dans les espaces de concertation et de délibération représentés par les réunions du consortium, peuvent se découpler dans les intervalles variables entre les rencontres et points de contacts. De ce point de vue, l'intensification de la place de la recherche comme trait d'union entre ces différents mondes sociaux présente des avancées, encore faut-il que les temps de recherche des chercheuses impliquées le permettent.
 - Enfin et de manière plus générale, la question du suivi au long cours de projet tel COPALIM n'est pas sans poser question tant il demande à mettre en œuvre des évaluations évolutives sur plusieurs années en embarquant dans cet esprit les acteurs concernés.

5. Participation aux dispositifs associés au programme

5.1. Séminaires transversaux

L'équipe de recherche a participé au séminaire du programme CO3. Mais étant donné le contexte covid, ces séminaires transversaux CO3 se sont tenus à distance. Même si l'équipe a eu l'occasion d'échanger avec certain.es porteur.euses de projet, il aurait été préférable d'assister à un évènement sur site en envisageant moins de participant.e.s et davantage d'occasions de rencontre.

5.2. Accompagnement par un tiers-veilleur

Le tiers veilleur a accompagné les différentes sessions de travail du collectif du consortium. Il a également participé, avec les chercheuses, aux ateliers avec les habitant.e.s à la régie de quartier, ainsi qu'à la session restitutive du consortium de juillet 2021.

Dans le premier espace, l'accompagnement du tiers-veilleur a consisté à évaluer et apprécier la place de la municipalité dans le processus de co-construction, ainsi que des modalités des échanges qui ne favorisent pas une transmission descendante des informations et des éléments liés à la recherche et aux concepts mobilisés. L'ambiguïté de l'action municipale a souvent été interrogée dans le déroulement de la mission au cours des réunions du consortium, ce qui a pu, sans pouvoir être mesuré, soutenir l'avancée de l'action commune sans que certain.e.s acteurs.trices institutionnel.le.s prennent une place prépondérante plutôt que d'autres. On peut souligner que le climat de confiance entre les différentes parties-prenantes au projet n'ont pas rendu essentielle l'action du tiers-veilleur, les chercheuses impliquées dans le projet ayant une sensibilité attentive à la participation de tous et toutes au processus. La démarche étant ancrée dans une épistémologie particulière de la recherche valorisant la dimension politique du rôle de la recherche comme support à l'action, les positions de surplomb parfois constatée dans certaines recherches (notamment en sociologie ou en

économie) n'ont pas, au regard de ses interventions en séances de travail, été repérées. Son apport, apprécié par le consortium et les chercheuses, fut d'appuyer l'animation des séances et de veiller à ce que chacun.e puisse s'exprimer, notamment dans les moments consacrés à la définition des cibles d'enquête, des outils de collectes, et des espaces à investiguer de manière plus approfondie. L'idée surtout était qu'en fin de session de délibération du consortium, tous et toutes aient bien compris la manière d'envisager les problématiques et de sonner le rappel des décisions prises.

Dans le second espace, celui des ateliers avec des habitants en situation de précarité, le tiers-veilleur a apporté son soutien en termes de connaissance de ce type de public et en termes de collecte de données, ce qui a apporté à l'équipe un regard alternatif sur le dispositif de collecte et sur les situations sociales interrogées.

6. Suites du projet

6.1. Dissémination et transfert des résultats

Les résultats du programme COPALIM ne semblent pas directement transférables à d'autres contextes sans prendre en compte les caractéristiques des territoires envisagés et, notamment, les indicateurs socioéconomiques, l'offre alimentaire, les acteurs alternatifs de l'alimentation et la densité du réseau associatif. En revanche, en termes de méthode de travail, l'appareillage et ce design du protocole mettant en position d'égalité chaque partie-prenante est une expérience qui peut être facilement transférable d'un territoire à l'autre, à partir du moment où l'action municipale ou à d'autres niveaux territoriaux y sont favorables. L'alliance entre acteurs, chercheurs et politiques publiques peut ici prendre tout son sens lorsque l'espace de la recherche poursuit des objectifs souhaitables partagés par les différents acteurs en présence et que ces objectifs émanent d'une réflexion partagée et non imposée du haut.

Si la transférabilité des résultats peut être interrogée, la dissémination de ces derniers fait moins de doute. En ce qui concerne les participant.e.s aux réunions du consortium (acteurs non académiques en grande majorité), on peut tabler sur le fait que les manières d'aborder les questions de durabilité et d'accessibilité ont évolué entre les premières réunions de l'automne 2020, intervenues durant la crise sanitaire et les derniers regroupements de l'été 2021. En termes projectifs, on peut également présumer que les manières d'aborder et de se représenter l'aide alimentaire, l'alimentation satisfaisante, la durabilité ont pu évoluer pour les participant.e.s au théâtre forum de mars 2022. Enfin, la réalisation du futur podcast et sa diffusion devraient permettre de disséminer les résultats de manière élargie.

6.2. Valorisation scientifique et dans l'enseignement supérieur

- À destination d'étudiant.e.s de l'enseignement supérieur :

- Rapport de stage : « Cartographie de la précarité alimentaire sur le territoire de Montreuil » réalisé par Kadia Touré, stage de deuxième année d'ingénieur en système



d'information, école EPISEN, université Paris Est Créteil, encadrée par Hajar El Karmouni et Marion Maignan lors d'un stage de 12 semaines l'été 2020.

- Convention Citoyenne Etudiante tenue à l'UPEC en 2021 : animation de table ronde, l'expérience de Montreuil a été relatée, des acteurs rencontrés ont été invités et ont participé en relatant leur expérience (mairie, AMAP IDF, Labelle Gamelle, Benediste Bonzi).
- Cours :
 - Une séance dans le cours « Evolutions des modèles de développement et stratégies d'acteurs » au sein du Master 2 Organisations et transitions vers un développement durable - CNAM – 6 avril 2022
 - Une séance dans cours Innovations sociales au sein du master II GESS : « Gestion des entreprises sociales et solidaires », Université Gustave Eiffel, prévue le 10 mars 2023

- Colloque et séminaires :

- Journée de recherche OAC, université Gustave Eiffel : <https://oac-ns.com/13-avril-2021-seminaire-de-travail-oac-ns/>, 13 avril 2021.
- « Une ville à l'épreuve de sa stratégie alimentaire » Deuxième journée de recherche interdisciplinaire, Pratiques alimentaires, santé et territoire, Brest, 14 juin 2022
- Journée de recherche EPISEN, 22 juin 2022.
- « Organiser la démocratie alimentaire », Colloque Eucor 2022, Faculté de sciences économiques, sociales et juridiques de Mulhouse, Université de Haute-Alsace, 29 septembre 2022.

- Présentation des résultats intermédiaires :

- Journée d'étude Institut de Recherche en Gestion, 13 octobre 2020.
- Journées d'études "Transition écologique et quartiers populaires. Construire la gouvernance alimentaire territoriale locale" : sols, mobilisations populaires et expérimentations, Roubaix, 15 et 16 octobre 2020.
- Séminaire de recherche OAC, 14 décembre 2021.

- Autre :

- Participation à un Ciné-débat sur l'agriculture urbaine dans le cadre du festival Sciences Infuses, en partenariat avec Sciences Citoyennes, 29 septembre 2020
- Animation table ronde lors de la journée d'étude : "Nouvelles intermédiations dans les dispositifs de co-recherche", INRAE, Paris, 4 octobre 2022.

Publications académiques à venir :

- 2 chapitres d'ouvrage prévus et en cours d'écriture
- Un article scientifique, revue en cours de sélection

6.3. Perspectives et suites possibles du projet

Les perspectives du projet sont de répondre à l'appel à projet « Science avec et pour la société – Recherches participatives 1 » (SAPS-RA-RP1) - Edition 2022 de l'ANR. Cette réponse de l'équipe de recherche se base sur le consortium construit durant le portage du projet COPALIM, avec comme partenaire principal la Mairie de Montreuil. Un deuxième terrain de recherche sera exploré dans une dimension comparative : La Narse de Nouvialle, dans le



département du Cantal, avec le collectif Nouvialle et une autre équipe de recherche partenaire. La réponse à cette ANR sera soumise pour le 17 octobre 2022.



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



PARTIE II : CAPITALISATION

7. La co-construction des connaissances

7.1. Au sein du projet

La Mairie de Montreuil a été un facilitateur pour explorer cet écosystème, elle a de même bénéficié des retours du projet pour mieux comprendre les dynamiques en place. Le travail de recherche a pu être mobilisé dans la réflexion sur les Etats Généraux de l’Alimentation et cité dans le document de synthèse de la concertation pour l’élaboration de la Stratégie alimentaire de la ville. Les deux chercheuses embarquées ont été conviées à participer aux groupes de travail « lutte pour la sécurité alimentaire » et “Favoriser l'accès à tou.tes à une alimentation de qualité” pour l’élaboration de la stratégie alimentaire de la ville.

L’invitation des acteurs rencontrés lors des six réunions du consortium ont été l’occasion d’amorçage de liens ouvrant de nouvelles possibilités de partenariats sur les territoires de Montreuil.

L’espace ouvert par la recherche a consacré des alliances toujours en cours de constructions entre acteurs municipaux, acteurs associatifs de l’alimentation en circuit court et acteurs du social et de l’animation socioculturelle. Le projet met donc en lumière le rôle de la recherche dans les processus de co-construction et confirme qu’elle peut agir comme passeuse entre les politiques publiques et les actions de terrain, tout du moins à un niveau local.

7.2. Au sein d’un environnement plus large

L’investigation en recherche participative a permis au sein du projet la rencontre entre des champs d’acteurs qui se rencontrent peu : ceux des systèmes alimentaires alternatifs et ceux de l’action sociale de proximité. On peut présumer du fait que le projet a ouvert et ouvre encore des espaces de coopération entre des mondes sociaux qui peinent à se décroiser. Il est enfin difficile de mesurer à ce stade quels sont les effets du projet sur son environnement plus large tant l’ensemble des paramètres à prendre en compte pour une évaluation évolutive solide sont nombreux : ressources humaines à la Mairie, turn over au sein des opérateurs sociaux, temps disponibles des chercheur.e.s, initiatives citoyennes en cours d’émergence ou peu stabilisées (notamment celle s’étant constituées lors du confinement de mars 2020).



8. La transition écologique et solidaire

8.1. Intérêt de la recherche participative

Les travaux sur les systèmes alternatifs d'alimentation sont nombreux, notamment ceux de Paturel ou de Chiffolleau autour de la démocratie alimentaire. Ces autrices engagent des travaux qui s'inscrivent avec force dans les sciences participatives. Ces questions ne peuvent être traitées dans une démarche extractiviste qui situerait le ou la chercheur.e. seule à produire des connaissances. Il semble donc logique que ce type d'objet soit traité dans une optique participative et coopérative sans hiérarchiser les types de savoirs entre eux. Si l'on reprend en effet la perspective du croisement des savoirs de Wresinski, il semble que les questions de la faim ou de la nourriture ont un caractère intime et anthropologique important. La recherche COPALIM n'a cessé en ce sens d'interroger le rapport intime à l'alimentation, trait qui ressort comme un élément important pour les publics interrogés, particulièrement ceux en situation de précarité et/ou de vulnérabilité. COPALIM a tenté, malgré le contexte de la crise sanitaire, de croiser savoirs d'expérience (de chaque acteur), savoir d'action des professionnels et praticiens associatifs et publics et savoir académique. Il semble aujourd'hui, dans le contexte extrême de la crise écologique et des crises économiques à venir qu'une recherche sur ces objets ne peut être que participative. Si les associations produisent également un savoir indispensable et nécessaire (tiers secteur de la recherche), l'accompagnement par les acteurs de la recherche dans la coproduction de ces savoirs semble un atout pour être au plus proche des réalités et agir avec diplomatie dans des débats parfois en grande tension.

8.2. Coopération, durabilité, démocratie

Comme formulé dans le paragraphe précédent, les acteurs et actrices de la recherche ont aujourd'hui une responsabilité quant à la co-construction des connaissances avec les acteurs impliqués et les politiques publiques en anticipant les transformations à venir. La recherche COPALIM, articulée avec d'autres projets en cours et à venir sur le développement économique alternatif des territoires s'inscrit dans cette ambition. Elle demeure aujourd'hui inscrite dans un processus de démocratie participative plus que représentative à l'échelle communale et pourrait amorcer de nouvelles alliances entre recherche, expérimentations municipalistes et acteurs de l'économie sociale solidaire.

